



COMITÉ RÉGIONAL CGT PAYS DE LOIRE

Communiqué de presse

La Présidente du Conseil régional a annoncé unilatéralement et sans concertation des coupes claires dans le budget de la Région pour 2025.

En supprimant 100 M€ dans les dépenses du Conseil Régional, elle décide d'aller bien au-delà des économies de 40 M€ réclamées provisoirement par le gouvernement, et que la CGT combat par ailleurs. La CGT rappelle que la population n'a pas à payer pour la gestion hasardeuse des gouvernements ultralibéraux, et notamment pour les cadeaux faits sans contrepartie aux entreprises.

Les économies décidées par Mme Morançais ciblent de plus des secteurs-clés pour le vivre-ensemble, tels que la culture, le sport pour tous, ou la vie associative, qui devraient voir leur budget de fonctionnement fondre de 73 % en contradiction avec le dynamisme démographique de notre territoire.

En revanche, le secteur dit économique semble préservé, et il n'est pas question pour la Région de revenir sur la suppression de la conditionnalité des aides aux entreprises. Ainsi, la Présidente du Conseil Régional refuse de demander à Michelin des comptes pour les centaines d'emplois qui seront supprimés à Cholet, alors que ces suppressions d'emplois ne sont justifiées que par une recherche de profit afin d'augmenter les dividendes des actionnaires.

Les suppressions des soutiens aux structures se font parfois en deux étapes : suppression de moitié en 2025, avant la fin de tout soutien en 2026. C'est le cas pour le pôle cinéma ou la revue 303 (vitrine culturelle de la région), condamnant cette dernière.

La suppression de subventions aux acteurs associatifs et culturels va les contraindre à réduire leur action au bénéfice de la population, notamment en milieu rural. Elle met en danger des compagnies, des festivals, des manifestations qui dépendent d'un cofinancement de plusieurs acteurs. Les collectivités infra régionales ne pourront pas compenser les défections de la Région. Citons le Pannonica à Nantes, le chaînon manquant à Laval, la scène conventionnée de Sablé-sur-Sarthe...

13 000 emplois seraient menacés dans le secteur culturel en région.

C'est un véritable plan social qui se dessine pour les acteurs culturels et associatifs.

La culture est essentielle pour l'émancipation des populations, pour le vivre-ensemble, pour faire société. Elle développe la citoyenneté et contribue à la lutte contre les idées d'extrême droite. C'est un élément du pacte républicain basé sur la liberté, l'égalité, la fraternité et la sororité pour ne pas être sur une société à plusieurs vitesses. Par nature, la culture a toujours nécessité un soutien financier externe.

C'est également un axe de développement économique, d'attrait et de rayonnement des territoires. Citons Zaho de Sagazan, qui avant d'être reconnue internationalement, a pu se produire sur des scènes locales.

Sont également touchées par les annonces de la présidente de Région, toutes les structures qui accompagnent les publics les plus fragiles et les plus démunis.

On peut citer le CIDFF (centre d'information sur les droits des femmes et des familles), le planning familial, les missions locales, qui contribuent à lutter contre les inégalités, notamment de genre et à favoriser la citoyenneté et la formation jeunes, ainsi que leur insertion dans la société. Les missions locales qui accompagnent 45 000 jeunes pourraient supprimer environ 60 postes de conseillers et conseillères sur les 600 existant actuellement dans la région. Elles ne pourront plus assurer l'ensemble de leurs missions.

Les lycées pourraient subir des coupes budgétaires mettant en cause leur capacité à organiser des actions en faveur des élèves, notamment des projets culturels.

Les jeunes sont donc parmi les premiers touchés par les économies régionales.

L'ARACT est également ciblée par la Présidente de Région, alors que la santé des travailleurs et l'amélioration des conditions de travail sont un enjeu prioritaire.

D'autres secteurs sont visés par les économies, à l'image de la politique santé de la région, dès lors qu'ils sont en compétence partagée de la Région avec l'État ou d'autres collectivités.

Par ailleurs, la Présidente de Région a annoncé sans concertation préalable, vouloir supprimer 100 emplois au sein des services de la Région, soit 10 % des effectifs. Ceci alors que la Région est celle qui est le moins bien dotée en France en matière de nombre d'agents publics par habitant.

Ainsi, le service dédié à la lutte contre les inégalités entre les femmes et les hommes disparaît.

Ces décisions génèrent des souffrances humaines. Des agents seront déplacés d'office, des contractuels perdront leur emploi. Elles nuiront à la capacité de la Région de construire une société où le lien social est assuré. Elles contribueront aux inégalités dans les territoires, faisant le lit de l'extrême droite.

La CGT s'oppose à toute marchandisation des missions publiques et d'intérêt général remplies par les services publics et les associations non-lucratives, que ce soit dans le secteur culturel, sportif ou social.

Alors que le capitalisme crée de la pauvreté, la Présidente de la Région supprime les soutiens aux structures qui contribuent à la combattre.

En outre, la CGT s'interroge sur sa conception du pouvoir : elle décide toute seule et sans concertation ni des acteurs du territoire, ni des élus, ni des citoyens.

Ses décisions vont à l'encontre de son programme électoral qui priorisait l'emploi et les jeunes, et valorisait la culture. En abandonnant des pans entiers de ses compétences partagées, mais obligatoires, la Région n'assure pas sa mission d'aménagement du territoire.

La CGT exige l'abandon des coupes budgétaires annoncées, ainsi que la mise en place d'une politique de justice sociale pour un développement durable des territoires et la lutte contre les inégalités, tout en assurant la transition écologique.

En revoyant les dépenses les plus contestables : soutien sans conditionnalités aux entreprises, soutien aux établissements scolaires et universitaires privés, parfois hors contrat, en assumant un endettement soutenable, en faisant pression sur l'État pour obtenir un soutien à la hauteur de ses besoins, la Région peut dégager des marges de manœuvre pour répondre à cet objectif.

La CGT soutient et se mobilisera aux côtés de tous les salariés et agents victimes de ces décisions qui risquent de leur faire perdre leur emploi.

Catherine PARIS

Secrétaire du Comité Régional
CGT Pays de la Loire

